



DEMANDE DE SUBVENTION

« MECANISATION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX SYLVICOLES ET D'EXPLOITATION FORESTIERE »

TYPE D'OPERATIONS 8.6.2 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BOURGOGNE

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'Europe (FEADER) et pour la Région (conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté).

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information jointe.

Transmettez l'original par courrier à la Direction de l'Agriculture et de la Forêt du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté,
4 square Castan – CS 51857 – 25031 BESANÇON CEDEX
et conservez un exemplaire.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____

Date de réception : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Date de réception du dossier complet : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

INTITULE DU PROJET	_____
NOM DU DEMANDEUR	_____

Remarque sur l'utilisation du présent formulaire : il est conçu pour pouvoir être renseigné dans sa version numérique. Dans le cas où le demandeur n'est pas concerné par certains des champs à remplir ou que ceux-ci sont sans objet (selon les indications qui figurent dans le formulaire), le champ doit être laissé en l'état ou être saisi avec une valeur vide (espace par exemple).

Appel à candidatures au titre de l'année 2022

Date de début de l'appel à projets	05/01/2022
Date de clôture de l'appel à projets	27/04/2022
Date limite pour la complétude des dossiers	16/06/2022

Rappels :

- au moment du dépôt de la demande d'aide, le projet ne doit avoir reçu aucun commencement d'exécution sous peine que l'opération soit totalement éligible ;
- toute demande non déposée ou non complète aux dates prévues ci-dessus ne sera pas traitée dans le cadre de l'appel à candidatures.

1. DONNEES DU DEMANDEUR

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR : PERSONNE PHYSIQUE

N° SIRET : (attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises)	_____		
Code APE : (le cas échéant)	_____		
Civilité :	<input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur	Date de naissance :	_____
Prénom :	_____	NOM :	_____
Nom d'usage :	_____	Nom de naissance :	_____

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR : PERSONNE MORALE

N° SIRET : <i>(attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises)</i>				
Statut juridique : (SA, SAS, SARL, SICA, ...)				
Raison sociale :		Appellation commerciale : <i>(le cas échéant)</i>		
Code NAF :		Date de création :		
Représentant légal	NOM :		Prénom :	
	Fonction du représentant légal : <i>(maire, président...)</i>			

COORDONNEES DU DEMANDEUR

Coordonnées	Adresse permanente : <i>(n°, voirie, complément...)</i>			
	Code postal :		Commune :	
	N° de téléphone :		N° de télécopie : <i>(facultatif)</i>	
	Courriel :			

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDÉ

☐ Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. Le guichet unique connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB :

N° IBAN :		N° BIC :	
------------------	--	-----------------	--

☐ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

Si vous faites appel à une société de crédit-bail, indiquer son identification ci-dessous :

IDENTIFICATION DU CREDIT BAILLEUR ET COORDONNÉES DE SON COMPTE BANCAIRE

Raison sociale du crédit bailleur :			
N° IBAN :		N° BIC :	

COORDONNEES DU RESPONSABLE DU PROJET (SI DIFFERENTES DU DEMANDEUR)

NOM :			Prénom :		
Fonction : (chef de projet, ...)					
Coordonnées	<input type="checkbox"/> Identiques aux coordonnées du demandeur <i>Sinon, renseigner les informations ci-dessous :</i>				
	Adresse : (n°, voirie, complément...)				
	Code postal :		Commune :		
	N° de téléphone :		N° de téléphone portable professionnel (facultatif)		
	Courriel :				

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Données de l'entreprise demandeuse (entreprise) <i>(les données sont celles du dernier exercice comptable clôt. Les données sont consolidées si la structure est liée à d'autres entreprises en fonction de l'annexe relative à la taille)</i>	Effectifs (ETP) : <i>(Nombre de salariés ou non à l'exclusion des étudiants et des apprentis en formation)</i>		Chiffres d'affaires (€) :	
	Total du bilan (€) :		Capital social (€) :	
	Taille de l'entreprise	<input type="checkbox"/> Petite ou moyenne entreprise <input type="checkbox"/> Grande entreprise : dans ce cas-là, le demandeur n'est pas éligible		
	Appartenance à un groupe	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Si oui, nom du groupe :	

Le service instructeur devra être tenu informé préalablement et en tout état de cause dans les meilleurs délais de toute modification des données relatives à l'identification du demandeur.

2. CARACTERISTIQUES DU PROJET

DESCRIPTION GENERALE DU PROJET

Intitulé du projet : <i>L'intitulé doit être court et explicite</i>				
Localisation habituelle du matériel	<input type="checkbox"/> Identique à la localisation du demandeur	Sinon, adresse :		
	Sinon, commune :		Sinon, code postal de la commune :	
Présentation résumée du projet : <i>Descriptif succinct du projet : contexte, objectifs, opportunité du projet</i> <i>(préciser s'il s'agit d'un matériel supplémentaire ou du remplacement d'un précédent matériel, préciser dans ce cas la date d'acquisition et la date de fin d'amortissement comptable)</i>				

Calendrier prévisionnel de l'investissement (*attention, aucune commande ne doit intervenir avant réception de la demande à la Région*)

- Date prévisionnelle de commencement du projet : | J | J | M | M | A | A | A | A |
- Date prévisionnelle de fin du projet : | J | J | M | M | A | A | A | A |

3. DEPENSES PREVISIONNELLES

Rappels généraux :

- Consignes pour renseigner le tableau :**

- renseigner la colonne des dépenses

- | | | | | |
|---------|--------------------|--------------------------------------|-----------------------------|-----------|
| Porteur | Débusqueur 6 roues | Débusqueur 4 roues à grue ou à pince | Débusqueur 4 roues à câbles | Câble-mât |
|---------|--------------------|--------------------------------------|-----------------------------|-----------|

Remorque	Broyeur tracté	Équipement forestier d'un tracteur	Broyeur automoteur	Machine d'abattage
----------	----------------	------------------------------------	--------------------	--------------------

Tracks « portance »	Tête de bucheronnage ou cisaille	Chenilles	Equipement forestier d'un camion-grumier
---------------------	----------------------------------	-----------	--

Remorque	Broyeur tracté	Équipement forestier d'un tracteur	Broyeur automoteur	Machine d'abattage
----------	----------------	------------------------------------	--------------------	--------------------

Tracks « portance »	Tête de bucheronnage ou cisaille	Chenilles	Equipement forestier d'un camion-grumier
---------------------	----------------------------------	-----------	--

Remorque	Broyeur tracté	Équipement forestier d'un tracteur	Broyeur automoteur	Machine d'abattage
----------	----------------	------------------------------------	--------------------	--------------------

Tracks « portance »	Tête de bucheronnage ou cisaille	Chenilles	Equipement forestier d'un camion-grumier
---------------------	----------------------------------	-----------	--

Description de la dépense (*) Nature de la dépense indiquée sur le devis (désignation de l'article, de l'objet...)	Identifiant du justificatif (n° du devis présenté)	Poste de rattachement de la dépense (**)	Fournisseur à l'origine du devis présenté	MONTANT HT (€)	Si reprise d'un matériel, montant HT de la reprise (€)	N° du second devis non retenu pour la demande d'aide	N° du troisième devis non retenu pour la demande d'aide	Financement par crédit-bail (cocher le cas échéant)
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
								<input type="checkbox"/> Oui
Total								

4. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

① Financement d'origine public

Financeurs nationaux publics sollicités	Compléments ^(*) : (indications à renseigner selon la source du financement)	Montants : (en €)	Sollicité (s) / obtenu (o) dans le cadre d'une autre demande	Montants obtenus ^(**) : (en €)
Région	Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté		Sollicité via ce formulaire	
Etat (le cas échéant)			<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> O	
Conseil départemental (le cas échéant)			<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> O	
Autre financeur public (le cas échéant)			<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> O	
TOTAL (a)				

(*) Nom du financeur selon la source du financement indiqué dans 1ère la colonne (ministère, région...), et toute indication sur le financement (fonds concerné...)

(**) Si l'aide n'a pas encore été attribuée, il est impératif de fournir la décision attributive au plus tôt pour que le service instructeur puisse instruire votre demande.

Financements européens (FEADER) sollicités (d)		(53 % de la dépense publique totale)
Sous-total financeurs publics (a + d) ⁽²⁾		Se reporter à la notice pour le taux d'aide publique

② Financement d'origine privée

Maître d'ouvrage privé		Montants obtenus : (en €)	
Emprunt (a) ^(*)			
Emprunt bonifié, etc. (b2) ^(*)			
Crédit-bail (b3)			
Avance remboursable (b4) ^(*)			
Autres (b5)			
Auto – financement (b6)			
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a+b2 à b6)			

(*) : préciser le nom de l'établissement impérativement le nom de l'organisme, de la société de crédits et la catégorie du prêt (prêt bonifié, prêt à taux zéro...) s'il contient une subvention équivalente (s'il ne s'agit pas d'un prêt au taux du marché)

Autres financeurs privés		Montants obtenus : (en €)	
Participation du secteur privé ^(*)			
Sous-total autres financeurs privés (c)			

(*) : Préciser les noms des contributeurs privés

Sous-total financeurs privés (a+ b2 à b6+c)		
--	--	--

TOTAL ① + ②

TOTAL GENERAL DU FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET		
--	--	--

S'assurer que le coût du projet correspond au total des dépenses prévisionnelles.

5. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier de l'aide pour la « Mécanisation des entreprises de travaux sylvicoles et d'exploitation forestière » (TO 8.6.2 du PDR de Bourgogne)

☐ **Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :**

- avoir pris connaissance que l'application de la réglementation relative aux aides d'Etat (régime d'aide avec incitativité) aura pour effet qu'un commencement d'exécution avant la date autorisée rendra inéligible à l'aide l'intégralité de mon projet et ne pas avoir commencé mon opération avant cette date qui sera indiquée dans l'accusé de réception de ma demande d'aide ;
- l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes ;
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au guichet unique service instructeur, les points de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points ;
- m'engager (nous engager) à fournir au guichet unique service instructeur toute pièce qui serait nécessaire pour compléter mon (notre) dossier si celui-ci n'est pas complet ;
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements ;
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés au type d'opération ;
- avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide sera considérée comme rejetée en l'absence de réponse du guichet unique service instructeur dans un délai de deux mois ;
- avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide ne pourra pas être instruite dans le cadre de cet appel à candidatures si elle n'est pas déposée complète à la date limite fixée pour la complétude pour la présente session de sélection ;
- ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 87 et 88 du TFUE aux aides *de minimis* ou du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du TFUE aux aides *de minimis* si ce règlement est appliqué pour octroyer l'aide ;
- ne pas être une entreprise en difficulté au sens des lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers, et en particulier ne pas faire l'objet d'une procédure d'insolvabilité collective ou personnelle.

☐ **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide, à :**

- réaliser le projet pour lequel une subvention est demandée dans les conditions de la présente demande ;
- informer le guichet unique service instructeur de toute modification de ma (notre) situation (le cas échéant : croissance externe, fusion...), de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement du projet » ;
- respecter la réglementation nationale en vigueur, en particulier en obtenant les autorisations administratives spécifiques rattachées au projet ;
- garantir la pérennité de l'opération en ce qui concerne les investissements productifs et les infrastructures aidés pendant une durée de trois ans suivant le paiement final de l'aide. La pérennité n'est pas tenue si se produit l'un des événements suivants :
 - l'arrêt ou la délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone couverte par le programme ;
 - un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu ;
 - un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.
- si ce n'est pas déjà le cas avant la demande de subvention, à mettre en place une comptabilité de gestion et opter a minima pour les régimes simplifiés d'imposition (bénéfices et TVA) ;
- tenir une comptabilité séparée de l'opération qui permette de suivre de façon individualisée les recettes, les participations publiques et privées inscrites au plan de financement et les dépenses liées à la réalisation de l'opération (factures acquittées ou pièces justificatives équivalentes) ;
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années à compter de la date du paiement final de l'aide ;
- me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix ans après le paiement final ;
- fournir au guichet unique service instructeur selon sa demande toute information complémentaire ;
- fournir ultérieurement des données complémentaires, à la demande de l'autorité de gestion, nécessaires au calcul des nouveaux indicateurs d'évaluation du programme FEADER 2014-2020 ;
- réaliser la publicité sur la participation du FEADER dans le financement de l'action conformément aux dispositions prévues dans l'annexe III du Rd(UE) 808/2014 et selon les modalités qui figureront dans la décision attributive de l'aide ;

☐ **Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :**

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- l'aide qui peut être accordée l'est au titre du règlement communautaire n° 1407/2014 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides *de minimis*, dans ce cas, j'atteste (nous attestons) ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 87 et 88 du TFUE aux aides *de minimis* ou du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du TFUE aux aides *de minimis*. Le plafond de d'aide au titre des *de minimis* sur trois exercices fiscaux ne peut en aucun cas être dépassé, sous peine de non-attribution ou de plafonnement de l'aide et / ou de reversement des aides déjà perçues de manière à respecter ce plafond ;
- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant deux ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

6. Pièces justificatives

En fonction de votre situation et du projet, veuillez cocher la case correspondante.

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique
Pièces relatives à la demande			
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide dûment complété, daté, cacheté et signé	Tous	<input type="checkbox"/>	
Pièces relatives au demandeur			
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET de moins de 3 mois	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité	Toute personne physique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif adresse légale (justificatif de domicile)	Toute personne physique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire indiquant le n° IBAN (ou copie lisible)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
K-bis ⁽¹⁾ de moins de 3 mois	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts datés et signés ⁽¹⁾	Toute personne morale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organigramme juridique et fonctionnel, daté et signé	Toute personne morale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Trois derniers comptes de résultats clos et bilans afférents (liasses fiscales complètes) datés, signés et approuvés par l'expert-comptable	Tous <i>Sauf création d'entreprise</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Levée de présomption de salariat de moins de deux ans ou attestation d'inscription à la MSA en tant qu'entrepreneur de travaux forestiers	Entrepreneurs de travaux forestiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Taille de l'entreprise (annexe 8)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Organigramme du groupe précisant les niveaux de participation, effectifs, chiffres d'affaires, dernier bilan, l'activité de chaque établissement ET Pour tout actionnaire ou filiale à plus de 25% : la dernière liasse fiscale ou les comptes consolidés et autres pièces demandées	Pour les entreprises appartenant à un groupe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir accordé au signataire par le représentant légal. Dans le cas des cogestions : convention de mandat (annexe 9)	Personne morale ou dans le cas de responsables associés	<input type="checkbox"/>	
Pièces techniques spécifiques pour le projet			
Plan d'entreprise (annexe 1)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Impacts environnementaux du projet (annexe 2)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Compte de résultats prévisionnels après réalisation de l'investissement (annexe 4)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Tableau des matériels (annexe 5)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Historique de l'entreprise (annexe 6)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Pièces relatives au plan de financement du projet			
Liste des aides publiques reçues au titre du règlement de minimis au cours des trois derniers exercices fiscaux (annexe 3)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Document probant attestant de l'obtention de la participation des cofinanceurs (arrêté attributif de subvention, délibération d'une collectivité territoriale, etc.), mentionnant l'intitulé du projet et précisant les modalités d'intervention des financeurs (montant de l'assiette retenue, taux d'intervention, ...). <i>La décision attributive de l'aide sera nécessaire pour l'instruction de l'aide</i>	Si une aide est sollicitée / obtenue au-delà du présent formulaire (FEADER et Conseil régional) Normalement l'aide est attribuée par le FEADER et le Conseil régional : dans le cas d'un autre financeur prendre obligatoirement contact avec le service instructeur	<input type="checkbox"/>	
Document probant attestant de l'obtention de la participation du secteur privé	En cas de contributions privées	<input type="checkbox"/>	
Attestation de financement de la banque ou accord de principe sous réserve de l'attribution de l'aide	En cas d'emprunt	<input type="checkbox"/>	
Projet de contrat de crédit-bail	Si financement par crédit-bail	<input type="checkbox"/>	
RIB du crédit-bailleur	Si financement par crédit-bail	<input type="checkbox"/>	
Echéancier des loyers	Si financement par crédit-bail	<input type="checkbox"/>	

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique
Pièces relatives aux dépenses prévisionnelles			
Fournir au minimum : - 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 2 000 € HT - 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 2 000 € et 90 000 € HT - 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT <i>Les devis doivent indiquer l'utilisation de l'huile hydraulique biodégradable si c'est le cas</i>	Tous	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'un expert-comptable justifiant de l'amortissement effectif du matériel, selon les normes comptables en vigueur	En cas de remplacement de matériel	<input type="checkbox"/>	
Attestation de reprise ou revente de matériel (annexe 7)	Si reprise ou revente de matériel dans le cadre du projet	<input type="checkbox"/>	

Le cas échéant le guichet unique service instructeur pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet.

Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique service instructeur, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant. Par exemple :

- Pour la déclaration en préfecture des associations : elle n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au service instructeur après la dernière modification statutaire
- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au service instructeur après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : _____ Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du service instructeur. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- ☐ J'autorise
☐ Je n'autorise pas

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

En cas de refus, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Je soussigné : (prénom, NOM)	_____	Qualité : (Président...)	_____
Certifie exactes et sincères les informations mentionnées.			
Fait à : Le :	Cachet de la structure :	Signature du représentant légal :	

L'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire et son annexe fait l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère en charge de l'agriculture et la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants, ceci dans le cadre des missions d'autorité de gestion du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté.

Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2035. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données).

Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON cedex. Ou par voie électronique feader@bourgognefranchecomte.fr.

Pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique (dpd@bourgognefranchecomte.fr).

ANNEXE 1 : PLAN D'ENTREPRISE

CHIFFRE D'AFFAIRES NET (Valeur annuelle en K€)	Rappel dernier exercice clos	Activité prévisionnelle après investissement
vente de bois ronds		
prestations de service abattage		
prestations de service débardage/transport		
prestations de services travaux sylvicoles		
activités hors forêt (préciser)		
TOTAL		

CLIENTELE ET DEBOUCHES

Liste des principaux clients (localisation et part dans le C.A. de l'entreprise) :	
--	--

QUANTITES EXPLOITEES		Rappel dernier exercice clos		Activité prévisionnelle après investissement	
		Bois d'Oeuvre (en m ³)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois d'Oeuvre (en m ³)	Bois d'Industrie (Unité :)
UNITES		M³	M³
Volumes achetés	par l'entreprise sur pied				
	par l'entreprise bord de route				
Volumes façonnés	par l'entreprise				
	sous-traités				
Volumes débardés	par l'entreprise				
	sous-traités				
Volumes commercialisés	vendus				
	dont exportés				

INFORMATIONS ECONOMIQUES			Bois d'Oeuvre (en m ³)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois d'Oeuvre (en m ³)	Bois d'Industrie (Unité :)
UNITES			M³	M³
Prestation de services	Prix moyen de prestation	abattage				
		débardage				
		transport				
Négoce Commerce	Prix moyen d'achat	sur pied				
		bord de route				
	Prix moyen de vente	bord de route				

CARACTERISTIQUES DES COUPES

Préciser les conditions moyennes des coupes exploitées au cours de l'année précédente, les principales essences, les conditions topographiques, etc. :	
--	--

ANNEXE 2 : IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU PROJET
(éléments qui permettront de classer et sélectionner les projets)

1) Huile hydraulique biodégradable

Le matériel pour lequel une aide est sollicitée est équipé d'un système hydraulique :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
--	--

Si oui, il est rappelé que pour être financé, le matériel devra impérativement être chargé en huile hydraulique biodégradable.

2) Impact du matériel sur les sols

Cas 1 : le matériel ne circulera pas en forêt

Il s'agit par exemple d'un camion grumier ou d'un câble-mât cantonné au réseau de dessertes forestières.

Note = 0t/m²

Cas 2 : le matériel va circuler en forêt

Il s'agit par exemple d'un débusqueur, d'un porteur ou d'une abatteuse.

Le matériel pour lequel une aide est sollicitée est dans ce cas :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Poids à vide en tonnes (donnée constructeur le cas échéant) :	_____	
Charge utile en tonnes (donnée constructeur le cas échéant*) :	_____	
Nombre de roues (ou distance entre les axes en m pour les véhicules chenillés) :	_____	
Largeur(s) des pneumatiques (ou des chenilles) en m :	_____	
Note = (poids à vide + charge utile) / Nbre de roues x largeur au carré des pneumatiques	_____	

* Pour les débusqueurs (et tracteurs équipés forestiers en configuration de débusqueur) la charge utile pourra être estimée en multipliant la puissance de l'engin en chevaux vapeur par 0,0025 t). Pour les machines d'abattage on estimera que la charge utile est nulle.

Cas 3 : le matériel est destiné à faire partie d'un ensemble qui va circuler en forêt

Il s'agit par exemple d'une remorque forestière ou d'une paire de tracks.

Il convient alors de calculer la note sur la base de l'ensemble au sein duquel sera associé le matériel pour lequel une aide est demandée.

Le matériel pour lequel une aide est sollicitée est dans ce cas :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Poids à vide de l'ensemble :	_____	
Charge utile de l'ensemble (le cas échéant) :	_____	
Nombre de roues (ou distance entre les axes en m pour les véhicules chenillés) :	_____	
Largeur(s) des pneumatiques (ou des chenilles) en m :	_____	
Note = (poids à vide + charge utile) / Nbre de roues x largeur au carré des pneumatiques	_____	

« MECANISATION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX SYLVICOLES ET D'EXPLOITATION FORESTIERE »
TYPE D'OPÉRATIONS 8.6.2 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BOURGOGNE
ANNEXE 3 : Déclaration des aides publiques perçues au titre des règlements
***de minimis* au cours des 3 derniers exercices fiscaux**

Transmettez l'original au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté avec votre demande d'aide et conservez un exemplaire.

Les aides *de minimis* sont les aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis* ;
- règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis* dans le secteur de la production de produits agricoles ;
- règlement (CE) n° 875/2007 de la Commission du 24 juillet 2007 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides *de minimis* octroyées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ;
- règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (SIEG) ;
- règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides *de minimis* ;
- règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture ;
- règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides *de minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Je soussigné / (représentant légal de la structure : nom, prénom et
qualité) représentant de / , entreprise unique au sens de la définition
 figurant à l'article 2.2 ¹ du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles
 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, déclare :

☐ **n'avoir reçu aucune aide *de minimis* durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,**

☐ **avoir reçu, les aides *de minimis* listées dans le tableau ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration :**

AIDE DE MINIMIS PERÇUES (*)				
Date de l'attribution de l'aide <i>de minimis</i> :	N° SIRET de la structure bénéficiaire : (indiquer « demandeur » s'il s'agit de la même structure que la présente demande)	Objet : (exemple : intitulé de l'opération)	Type d'aide <i>de minimis</i> : (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide (€) <i>de minimis</i> : (montant indiqué sur la décision attributive de l'aide)
_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____
Total (A) :				_____

(*) : indiquer toutes les aides *de minimis* reçues au sens de l'entreprise unique et notamment pour toutes celles perçues avec le même N° SIREN (les aides *de minimis* se cumulent de base sur le n° SIREN et non le seul n° SIRET)

¹ **Conformément à l'article 2 du règlement (UE) N°1407/2013, l'entreprise unique pour laquelle le plafond s'applique correspond à toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations suivantes, constituant ainsi une entreprise unique :**

- a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise;
- b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise;
- c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci;
- d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

☐ avoir demandé mais pas encore reçu la décision correspondantes, les aides *de minimis* listées dans le tableau ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration :

AIDE DE MINIMIS NON ENCORE PERÇUES (*)				
Date de la demande de l'aide <i>de minimis</i> qui n'a pas encore été attribuée :	N° SIRET de la structure bénéficiaire : (indiquer « demandeur » s'il s'agit de la même structure que la présente demande)	Objet : (exemple : intitulé de l'opération)	Type d'aide <i>de minimis</i> : (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant (€) de l'aide <i>de minimis</i> :
_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____
Total (B) :				_____

(*) : renseigner toutes les aides *de minimis* reçues au sens de l'entreprise unique et notamment pour toutes celles perçues avec le même N° SIREN (les aides *de minimis* se cumulent de base sur le n° SIREN et non le seul n° SIRET)

☐ demander au titre de la présente demande un montant d'aide publique de :

AIDE SOLLICITEE AU TITRE DE LA PRESENTE DEMANDE	
Total (C) :	_____

MONTANT TOTAL EN APPLICATION DU R(UE) N° 1407/2013	
Total : (A) + (B) +(C)	_____

Je soussigné : (prénom, NOM)	_____	Qualité du représentant légal :	_____
Certifie exact et sincère la présente déclaration.			
Fait à :	Cachet de la structure :	Signature du représentant légal ou du délégué :	
Le :			

Les données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants. Ceci dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2035.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON cedex. ou par voie électronique feader@bourgognefranchecomte.fr.

Pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique (dpd@bourgognefranchecomte.fr). »

ANNEXE 4 : COMPTES DE RESULTATS PREVISIONNELS

Valeurs en milliers de €.		Dernier exercice clos		Prévisionnel année 1 ou année en cours		Prévisionnel année 2		Prévisionnel année 3	
		20	%	20	%	20	%	20	%
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	A								
dont exportation									
± Variation stockée	1								
Production immobilisée	2								
Achats de marchandises	3								
± Variation stock de marchandises	4								
Achats de matière première	5								
± Variation stock de matière première	6								
MARGE BRUTE (A+1+2-3-4-5-6)	B								
Autres achats et charges externes TOTAL	7								
dont Energie	7.1								
sous-traitance	7.2								
Assurances	7.3								
loyers sur immeubles	7.4								
loyers sur crédit-bail mobilier	7.5								
Entretien	7.6								
Autres	7.7								
VALEUR AJOUTEE (B-7)	C								
Subventions d'exploitation	8								
Charges de personnel (salaires + charges sociales)	9								
Impôts, taxes et versements assimilés	10								
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (C+8-9-10)	D								
Autres produits de gestion courante	11								
Autres charges de gestion courante	12								
Dotation aux amortissements	13								
Dotation aux provisions	14								
RESULTAT D'EXPLOITATION (D+11-12-13-14)	E								
Charges financières TOTAL	15								
dont sur dettes à court terme	15.1								
sur long et moyen terme anciens	15.2								
sur long et moyen terme nouveaux	15.3								
Produits financiers	16								
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (E-15+16)	F								
± Plus ou moins values sur cessions d'actifs	17								
Profits sur réintégration subvention d'équipement	18								
± Autres produits-charges exceptionnels	19								
Participation des salariés	20								
Impôts sur les bénéfices	21								
RESULTAT DE L'EXERCICE (F+17+18+19-20-21)	G								
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	H								
Distribution au titre de l'exercice									
Appointements des dirigeants non salariés									
Effectifs	I								

ANNEXE 5 : TABLEAU DES MATERIELS D'EXPLOITATION FORESTIERE, DE TRAVAUX SYLVICOLES ET DE TRANSPORT DE BOIS

[illegible]

**« MECANISATION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX SYLVICOLES ET D'EXPLOITATION
FORESTIERE »**

TYPE D'OPERATIONS 8.6.2 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BOURGOGNE

Transmettez l'original au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté avec votre demande d'aide et conservez un exemplaire.

ANNEXE 7 : Attestation de revente ou reprise de matériel

Attestation à compléter si vous revendez ou faites reprendre un matériel dans le cadre de ce projet.

Attestation à dupliquer si plusieurs matériels sont revendus

Je déclare (nous déclarons) avoir l'intention de revendre ou faire reprendre le matériel suivant en vue de financer le projet :

Ce matériel a-t'il bénéficié de financements publics ?

☐ **Oui** ☐ **Non**

Si oui, veuillez préciser le(s) nom(s) de(s) l'organisme(s) financeur(s) et l'année d'obtention du financement :

Si oui, j'atteste (nous attestons) sur l'honneur être désengagé(s) de mes (nos) obligations vis-à-vis de ces financements.

☐ **Oui** ☐ **Non**

Pour mémoire, il n'est pas possible de revendre ou faire reprendre un matériel subventionné avant d'être désengagé des obligations liées aux financements publics.

Ce matériel est-il amorti comptablement ?

☐ **Oui** ☐ **Non**

si oui, joindre une attestation de votre comptable

Pour mémoire, la vente ou la reprise de matériels non encore amortis comptablement ne peut entrer dans le plan de financement que s'il s'agit d'actifs non directement lié à l'opération (par exemple revente ou reprise d'un porteur pour financer une abatteuse), puisque le remplacement de matériel non amorti comptablement est inéligible.

Il est rappelé qu'on déduira de la dépense éligible retenue pour calculer le montant de la subvention :

- La reprise d'un matériel (faire apparaître dans ce cas la reprise dans le devis)
- La revente d'un matériel subventionné, libéré de ses obligations mais non amorti comptablement (joindre dans ce cas une copie de la facture de revente). Attention : dans ce cas il ne peut pas être acquis de matériel correspondant, le simple remplacement étant inéligible.

Je soussigné :
(prénom, NOM)

Qualité du représentant
légal :
(Président...)

Certifie exact et sincère la présente déclaration.

Fait à :

Cachet de la structure :

Signature du représentant légal ou du délégataire :

Le :

Document complémentaire (sous la forme d'un tableau Excel), disponible dans les pièces de l'appel à projet.

**« MECANISATION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX SYLVICOLES ET D'EXPLOITATION
FORESTIERE »**

TYPE D'OPERATIONS 8.6.2 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BOURGOGNE

Transmettez l'original au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté avec votre demande d'aide et conservez un exemplaire.

ANNEXE 9 – CONVENTION DE MANDAT (dans le cas de responsables « associés »)

Je soussigné(e),

M, Mme ^(A)

Né(e) le :

Demeurant :

Agissant en
qualité de :

☐

Propriétaire

☐

Co-indivisaire

☐

Co-propriétaire

☐

Co-gérant

de (nom de l'entreprise et
adresse) :

Donne mandat à :

M, Mme ^(B) :

Né(e) le :

Demeurant :

Pour

- Constituer et déposer le dossier de demande d'aide aux équipements des entreprises d'exploitation forestière ;
- Demander le virement de l'aide sur le compte n° _____ de la banque _____ ;
- Me représenter lors des contrôles ;

En tant que _____ du projet, je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus notamment du remboursement des sommes indûment perçues.

Remarques : En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celui-ci devra être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté – Direction Agriculture et forêt –
4 square Castan – CS 51857
25031 BESANÇON CEDEX

<p>Signature du mandant^(A) A faire précéder de la mention « Lu et approuvé, bon pour pouvoir »</p> <p>Fait à : le/...../.....</p>	<p>Signature du mandataire^(B) A faire précéder de la mention « Lu et approuvé, bon pour acceptation »</p> <p>Fait à : le/...../.....</p>
---	--

Les signataires du mandat doivent produire copie de leur pouvoir (statuts).